

# La Deuxième Guerre Froide

13 août 2014

La Rapport anti-Empire



William BLUM

Pendant la Première Guerre Froide, ceux d'entre nous de la gauche radicale américaine étions souvent placés dans la position de devoir défendre l'Union soviétique parce que le gouvernement américain se servait de ce pays comme d'un bélier contre nous. Aujourd'hui il faut parfois défendre la Russie car c'est peut-être le dernier et meilleur espoir d'arrêter l'EEM (L'Empire qui a Englouti le Monde). Oui, pendant la Première Guerre Froide nous en savions pas mal sur Staline, les simulacres de procès et les goulags. Mais nous en savions pas mal aussi sur la politique étrangère des États-Unis.

Voici un courrier électronique que j'ai envoyé au *Washington Post*, le 23 Juillet, 2014 à propos de la destruction du vol 17 de Malaysian Airlines :

*Monsieur le Rédacteur,*

*Votre éditorial du 22 Juillet avait pour titre : « La barbarie de la Russie. L'Occident a besoin d'une stratégie pour contenir le dernier né des Etats voyous dans le monde ».*

*Voilà un langage qui est fort. Agressif, même. Sans une seule preuve concrète dans l'article pour étayer. Le lendemain, Associated Press a rapporté :*

*Des hauts fonctionnaires du renseignement américain ont déclaré mardi que la Russie était responsable d'avoir « crée les conditions » qui ont conduit à la destruction du vol 17 de Malaysian Airlines, mais n'ont présenté aucune preuve de l'implication directe du gouvernement russe... Les Etats-Unis n'avaient aucune preuve directe que le missile utilisé pour abattre l'avion de ligne provenait de Russie.*

*Ces phrases ne figuraient pas dans l'article du Post. Vous vous comportez comme un journal voyou.*

*William Blum*

Inutile de vous dire si le journal a publié ma lettre. Je lis ce journal depuis 25 ans – une période de six ans pendant la guerre du Vietnam (1964-1970) et pendant les 19 dernières années (1995-2014) – et je passe en général trois heures par jour à le lire très attentivement. Et je peux vous dire que quand il s'agit de la politique étrangère des États-Unis, ce journal est aujourd'hui pire que tout ce que j'ai connu au cours de ces 25 années. C'en est arrivé au point où, à titre d'exemple, je ne fais confiance à aucun mot publié dans le *Post* au sujet de l'Ukraine. Pas plus que je fais confiance au Département d'Etat, qui lance des accusations les unes après les autres au sujet d'actions militaires russes en Ukraine orientale, sans présenter le moindre image satellite ou élément visuel ou document ;

ou alors ils « présentent » quelque chose qui n'est absolument pas concluante et/ou de source inconnue ou repiquée d'un « média social » ; le plus souvent, il ne reste qu'une accusation. Auraient-ils quelque chose à cacher ?

Les porte-paroles des relations publiques du Département d'Etat qui font ces présentations font preuve d'une manque de considération ou de respect pour les journalistes qui posent des questions difficiles. Ce qui me rappelle l'époque de la guerre du Vietnam et Arthur Sylvester, secrétaire adjoint à la Défense pour les relations publiques, le principal responsable pour « *fournir, contrôler et gérer les informations sur la guerre du Vietnam.* » Un jour, en Juillet 1965, Sylvester a dit à des journalistes américains qu'ils avaient le devoir patriotique de diffuser uniquement des informations favorables aux Etats-Unis. Lorsqu'un des journalistes s'est exclamé : « *Sûrement, Arthur, vous ne vous attendez pas à ce que la presse américaine soit au service du gouvernement* », Sylvester a répondu : « *C'est exactement ce que j'attends* », en ajoutant : « *Ecoutez, si vous pensez qu'un fonctionnaire américain va vous raconter la vérité, alors vous êtes stupides. Vous entendez ? Stupides.* »

Aujourd'hui, une telle franchise serait comme une bouffée d'air frais comparée au double-langage pénible d'un porte-parole du département d'Etat.

Ma bouffée d'air frais personnelle de ces dernières années a été la chaîne de télévision RT (anciennement *Russia Today*). Tous les jours de nombreux progressistes du monde entier (dont moi-même de temps en temps) sont interrogés et de leurs bouches sortent des analyses et des faits qu'on entend rarement sur CNN, NBC, ABC, CBS, NPR, PBS, Fox News, BBC, etc. Les propos de ces progressistes sur RT sont en général qualifiés par les médias traditionnels de « propagande russe », alors que moi, après avoir enduré toute une vie de propagande américaine, je ne peux que penser : « Oui, bien sûr, c'est tout à fait ça ».

Quant à la Russie qui serait responsable d'avoir « crée les conditions » qui ont mené à la destruction du Vol 17, nous devrions garder à l'esprit que l'enchaînement actuel des événements en Ukraine fut déclenché en février lorsqu'un coup d'état soutenu par les Etats-Unis renversa le gouvernement démocratiquement élu et le remplaça par un autre plus réceptif aux diktats de l'intégrisme de marché de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et l'Union Européenne. Sans coup d'état, il n'y aurait jamais eu de rébellion à l'Est ni de zone de guerre dangereuse à survoler.

Le nouveau régime présente une autre caractéristique charmante : un certain nombre de néo-nazis ouvertement postés à tous les échelons, chose suffisamment embarrassante pour le gouvernement américain et les grands médias pour qu'ils la transforment en un non-événement. Le sénateur américain John McCain a rencontré et posé pour des photos avec le chef du parti néo-nazi Svoboda, Oleh Tyahnybok (photos trouvées facilement sur Internet). L'Ukraine - dont les liens avec le nazisme remontent à la Seconde Guerre mondiale quand leurs fascistes locaux ont soutenu l'Allemagne et combattu l'Union soviétique - est en voie de devenir la pièce la plus récente apporté à l'édifice d'encerclement militaire de la Russie par les États-Unis et l'OTAN et peut-être l'emplacement d'une toute nouvelle base de missiles dans la région, pointée vers Moscou.

Il est en effet possible que le vol 17 ait été abattu par les rebelles pro-russes dans l'Est de l'Ukraine qui pensaient avoir affaire à un appareil des forces armées ukrainiennes. Mais d'autres explications sont proposées dans une série de questions posées par la Russie au Secrétaire général de l'Assemblée générale des Nations Unies, accompagnée de données radar, d'images satellites, et d'autres informations techniques :

- « Pourquoi un avion militaire volait-il dans un couloir aérien civil à peu près au même moment et à la même altitude qu'un avion civil ? Nous aimerions avoir une réponse à cette question. »

- « Auparavant, les responsables ukrainiens avaient déclaré que le jour de l'accident aucun avion militaire ukrainien ne volait dans cette zone. Comme vous pouvez le constater, c'est faux. »

- « Nous avons également une question pour nos collègues américains. Selon une déclaration de responsables américains, les États-Unis ont des images satellite qui montrent que le missile lancé contre l'avion de Malaysian a été lancé par les militants. Mais personne n'a vu ces images ».

Il y a aussi cette spéculation étrange, qui s'inscrit dans la première question russe ci-dessus. Une analyse publiée par un pilote à la retraite souligne que le vol 17 présentait des couleurs et signes similaires à l'avion du président

Poutine, où il se trouvait à bord et qui se trouvait au même moment « près » du Vol 17. Dans les milieux de l'aviation, « près » peut signifier entre 200 et 300 km. La véritable cible était-elle l'avion de Poutine ?

Il y a aussi d'autres questions sérieuses quant à la version officielle qui accuse la Russie et/ou les milices anti-Kiev. Est-ce que le Vol 17 deviendra la prochaine théorie du complot sans fin, à l'instar de l'assassinat de Kennedy, du vol PanAm 103 et du 11 Septembre 2001 ? Est-ce que le missile anti-aérien russe se retrouvera remis au rayon des armes de destruction massive irakiennes et armes chimiques syriennes ? Restez à l'écoute.

## **Laisseront-ils Cuba tranquille un jour ? La réponse est « non ».**

La dernière révélation d'un complot visant à renverser le gouvernement cubain... Oh, pardon, je voulais dire la dernière révélation d'un complot visant à apporter la démocratie à Cuba ...

Nos chers amis de l'Agence pour le développement international (USAID), ayant si bien réussi avec leur sous-traitant clandestin Alan Gross [citoyen US arrêté à Cuba – NdT], qui purge sa cinquième année de détention sur l'île ... et avec leur projet de « Twitter cubain », connu sous le nom de *ZunZuneo*, révélé en 2012 et qui visait à accroître le flux d'informations entre les Cubains soi-disant assoiffés d'infos, et qui a attiré nombre d'abonnés qui ignoraient que le service était payé par le gouvernement des États-Unis... et à présent, la dernière révélation, un projet qui a envoyé une douzaine de jeunes vénézuéliens, costa-ricains et péruviens à Cuba dans l'espoir d'attiser une révolte ; les jeunes travaillaient dans la clandestinité, en utilisant comme couverture les programmes de santé et civiques, ou se faisant passer pour des touristes, faisant le tour de l'île, pour une mission d'« *identification d'acteurs potentiels d'un changement social* » à convertir en militants politiques. Risible n'est-ce pas ? Comment croire à une telle naïveté ? Était-ce la conviction que l'*exceptionnalisme* américain provoquerait en quelque sorte un miracle ? Pensent-ils que les Cubains sont un groupe d'enfants qui attendent qu'un adulte sage se pointe pour leur montrer ce qu'ils doivent penser et comment se comporter ?

Un de ces derniers contrats de l'USAID avait été signé quelques jours seulement après l'arrestation de Gross, montrant ainsi peu d'égards pour la sécurité de leurs employés/agents. Dans le cadre de la préparation de ces personnes, l'USAID les a informés : « *Bien que ce ne soit jamais certain, soyez assurés que les autorités [cubaines] n'essayeront pas de vous faire du mal physiquement, mais seulement vous faire peur. Rappelez-vous que le gouvernement cubain préfère éviter les reportages négatifs à l'étranger, et un étranger tabassé n'est pas bon pour leur image.* »

Quelle ironie. Le gouvernement américain ne pourrait pas en dire autant de la majorité de ses alliés, qui recourent souvent à la violence physique. En fait, une telle déclaration ne pourrait même pas être faite pour pratiquement n'importe quelle force de police américaine. Mais c'est Cuba, qui ne tabasse pas et ne torture pas ses détenus, qui est l'ennemi et qui doit être réformé et puni sans pitié... ça fait 55 ans que ça dure et c'est pas fini.

## **Les États-Unis et la torture**

Deux choses que les gouvernements ont le plus tendance à cacher ou mentir sont les assassinats et la torture, car ils sont largement considérés comme extrêmement immoraux et illégaux, et même non civilisés. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers et ont mené le monde à la torture ; non seulement la torture appliquée directement par des Américains sur des étrangers, mais aussi la fourniture de matériel de torture, de manuels de torture, de listes de personnes à torturer, et des conseils et encouragements personnels par des instructeurs américains, en particulier en Amérique latine.

Ainsi, il est un peu à l'honneur du président Obama d'avoir déclaré, lors de sa conférence de presse du mois d'août, « *Nous avons fait beaucoup de choses justes, mais nous avons torturé certaines personnes. Nous avons fait des choses qui sont contraires à nos valeurs.* »

Et il a effectivement employé le mot « *torture* » à ce moment-là, pas « interrogatoires poussés », qui a été l'euphémisme préféré de la dernière décennie, même si deux minutes plus tard, le président a utilisé « *techniques d'interrogatoire extraordinaires.* » Et « *torturé certaines personnes* » me fait tiquer. L'homme est clairement mal à l'aise avec le sujet.

Mais tout cela est mineur. Beaucoup plus important est le fait que, depuis plusieurs années, les partisans de M. Obama lui attribuent l'abolition de la torture. Ils ont tout simplement tort.

Peu de temps après la première investiture d'Obama, lui et Leon Panetta, le nouveau directeur de la CIA, ont explicitement déclaré que les « *renditions* » [enlèvements] ne cesseraient pas. Comme l'a rapporté le *Los Angeles Times* à l'époque : « *Sous les ordres exécutifs récemment émis par Obama, la CIA a toujours le pouvoir de procéder à ce qu'on appelle des renditions, des enlèvements et transferts secrets de prisonniers vers des pays qui coopèrent avec les États-Unis.* »

La traduction de « *coopérer* » est « *torturer* ». *Rendition* est tout simplement l'externalisation de la torture. Il n'y avait aucune autre raison d'envoyer des prisonniers en Lituanie, en Pologne, en Roumanie, en Egypte, en Jordanie, au Kenya, en Somalie, au Kosovo, ou sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, pour ne nommer que quelques-uns des centres de torture connus et fréquentés par les États-Unis. Le Kosovo et Diego Garcia – qui tous deux hébergent de très grandes et très secrètes bases militaires US - sinon d'autres, pourraient très bien pratiquer la torture. De même que la base de Guantanamo à Cuba.

En outre, l'arrêté exécutif dont il est question, le numéro 13491, émis le 22 Janvier 2009, « *Garantissant la légalité des interrogatoires* », présente une lacune majeure. Il affirme à plusieurs reprises que le traitement humain, qui inclut l'absence de la torture, est applicable uniquement aux prisonniers détenus dans la cadre d'un « *conflit armé* ». Ainsi, la torture en dehors d'un « *conflit armé* » n'est pas explicitement interdite. Qu'en est-il alors de la torture dans le cadre du « *contre-terrorisme* » ?

Le décret intimait à la CIA d'utiliser uniquement les méthodes d'interrogatoire décrites dans un manuel révisé de l'Armée. Cependant, en se basant sur ce manuel comme guide pour le traitement et l'interrogatoire des prisonniers, sont toujours autorisés l'isolement, la privation sensorielle, la surcharge sensorielle, privation de sommeil, l'induction de la peur et du désespoir, les médicaments psychotropes, la manipulation de l'environnement tels que la température et le bruit, et les positions de stress.

Après que Panetta ait été interrogé par une commission du Sénat, le *New York Times* a écrit qu'il « *n'a pas exclu la possibilité que l'agence pouvait demander l'autorisation d'employer des méthodes plus agressives que celles autorisées par le président Obama en vertu des nouvelles règles d'interrogatoire... M. Panetta a également déclaré que l'agence continuera la pratique de l'administration Bush de « renditions » - l'enlèvement dans la rue de suspects de terrorisme et leur envoi vers un pays tiers. Mais il a dit que l'agence refuse de livrer un suspect à un pays connu pour pratiquer la torture ou d'autres actions « qui violent nos valeurs humaines* » ».

La dernière phrase est bien sûr d'une absurdité infantile. Le pays choisis pour envoyer ces prisonniers ont été choisis précisément parce qu'ils étaient prêts et disposés à les torturer.

Aucun fonctionnaire dans les administrations Bush et Obama n'a été puni en aucune façon pour torture ou d'autres crimes de guerre en Irak, en Afghanistan ou d'autres pays contre qui des guerres illégales ont été menées. Et, pourrait-on ajouter, aucun *bankster* américain n'a été puni pour leur rôle essentiel dans la torture financière mondiale infligée à nous tous au début de 2008. L'Amérique n'est absolument pas rancunière. Sauf dans les cas de Julian Assange, Edward Snowden, et Chelsea Manning.

Au cours des derniers jours de Bush à la Maison Blanche, Michael Ratner, professeur à la Columbia Law School et ancien président du Centre pour les droits constitutionnels, a souligné :

*La seule façon d'empêcher que cela ne se reproduise est de s'assurer que les responsables du programme de torture sont punis. Je ne vois pas comment nous pourrions retrouver notre stature morale en permettant à ceux qui ont été étroitement impliqués dans les programmes de torture de tout simplement tirer leur révérence et mener une vie où ils ne sont pas tenus pour responsables.*

Je voudrais à ce stade rappeler une fois de plus à mes chers lecteurs les mots de la « *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* », qui a été rédigée par les Nations Unies en 1984, entrée en vigueur en 1987, et ratifiée par les États-Unis en 1994. L'article 2, alinéa 2 de la Convention

stipule : « aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, que ce soit un état de guerre ou une menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture ».

Un langage si merveilleusement clair et sans équivoque, fondé sur des principes, pour établir une norme unique pour un monde dans lequel il est de plus en plus difficile de se sentir fier de l'humanité.

La Convention Contre la Torture a été et demeure la loi suprême du pays. Elle est la pierre angulaire du droit international et un principe à pied d'égalité avec l'interdiction de l'esclavage et du génocide.

« *M. Snowden ne sera pas torturé. La torture est illégale aux États-Unis* » - ministre de la Justice des États-Unis, Eric Holder, le 26 Juillet, 2013

John Brennan, nommé par le président Obama en Janvier 2013 pour être directeur de la CIA, a défendu le « rendition » comme un « *outil absolument indispensable* » et déclaré que la torture avait permis d'obtenir des informations qui ont permis de « *sauver des vies* ».

Obama avait nommé Brennan à ce poste de la CIA en 2008, mais cela avait provoqué un tel tollé dans la communauté des droits de l'homme à cause de son apparent adhésion à l'emploi de la torture, que Brennan a retiré sa candidature. Barack Obama n'a évidemment rien appris de cela et l'a nommé à nouveau en 2013.

Pendant la Première Guerre Froide, un thème courant dans la rhétorique était que les Soviétiques torturaient les gens et les emprisonnaient sans motif, arrachaient de faux aveux, et faisaient subir des choses indicibles aux détenus impuissants devant la puissance cruelle de l'Etat communiste. Comme tout autre mal, la torture permettait de distinguer les méchants (les cocos) des gentils (le peuple américain et son gouvernement). Aussi imparfait que fusse le système américain – nous avait-on enseigné - il avait des normes civilisées que l'ennemi, lui, rejetait.

### **Ce n'est pas parce que vous avez le droit de faire quelque chose que c'est juste.**

Depuis quelques mois, la ville de Detroit coupe l'eau aux habitants de la ville qui ont leurs factures d'eau impayées. Cette action touche plus de 40% des clients de la Compagnie des eaux de Detroit, provoquant de grands gênes et des risques sanitaires pour 200 à 300 mille habitants. Des manifestations ont eu lieu bien-sûr, dans la ville, avec comme mot d'ordre principal « L'eau est un droit humain ! »

Qui peut le nier ? Eh bien, les néo-conservateurs et autres croyants du système capitaliste qui soutiennent que si vous profitez d'un produit ou d'un service, vous devez payer. Quoi de plus simple ? Vous êtes un socialiste ou quoi ?

Pour ceux d'entre vous qui ont du mal à croire qu'une ville US peut se montrer aussi insensible, permettez-moi de vous rappeler un peu d'histoire.

Le 14 Décembre 1981, une résolution fut proposée à l'Assemblée générale des Nations Unies qui déclarait que « *l'éducation, le travail, la santé, une nourriture appropriée, le développement national sont les droits humains* » Notez la « *nourriture appropriée* ». La résolution fut approuvée par 135 pays contre 1. Les États-Unis ont été les seuls à voter « non ».

Un an plus tard, le 18 Décembre 1982, une résolution identique fut proposée à l'Assemblée générale. Elle a été approuvée par un vote de 131 contre 1. Les États-Unis ont été les seuls à voter « non ».

L'année suivante, le 16 Décembre 1983, la résolution fut présentée de nouveau, une pratique courante aux Nations Unies. Cette fois, elle fut approuvée par un vote de 132 contre 1. Inutile de vous dire qui a voté « non ».

Ces votes se sont déroulés sous l'administration Reagan.

Sous l'administration Clinton, en 1996, un sommet mondial sur l'alimentation parrainé par l'ONU affirma le « *droit de chacun d'avoir accès à une nourriture saine et nourrissante* ». Les États-Unis ont contesté ce droit, en insistant sur le fait qu'ils ne reconnaissaient pas de « droit à l'alimentation ». Au lieu, Washington a proposé le libre-échange comme solution au problème de la pauvreté qui était à l'origine de la faim, et a déclaré craindre que la

reconnaissance d'un « droit à l'alimentation » pouvait conduire à des poursuites judiciaires par des pays pauvres cherchant à obtenir des aides et des accords économiques favorables.

La situation ne s'est évidemment pas améliorée sous l'administration de George W. Bush. En 2002, à Rome, les dirigeants du monde entier, lors d'un autre Sommet mondial sur l'alimentation parrainé par l'ONU, ont de nouveau approuvé une déclaration que tout le monde avait droit à une alimentation « saine et nourrissante ». Les États-Unis se sont encore opposés à la clause, craignant encore une fois qu'elle n'ouvre la voie à des réclamations des pays en voie de développement frappés par la famine.

J'attends une résolution de l'ONU affirmant le droit à l'oxygène...

William Blum

*Traduction "et le droit à l'information, alors ?" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.*

»» <http://williamblum.org/aer/read/131>